



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,  
du Travail, des Solidarités et de la  
Protection des Populations**

Service Environnement Biologique  
30, rue de l'Hôtel de Ville  
CS58434  
79024 Niort

Niort, le 13/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GAEC DES VALLONS**

8 bis rue de tournemy  
85700 Menomblet

Références : 2026 01169  
Code AIOT : 0057902593

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement GAEC DES VALLONS implanté La Favrelière SAINT MARSAULT 79380 La Forêt-sur-Sèvre. L'inspection a été annoncée le 12/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC DES VALLONS
- La Favrelière SAINT MARSAULT 79380 La Forêt-sur-Sèvre
- Code AIOT : 0057902593
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation d'élevage porcin connu au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sous le régime de l'enregistrement, bénéficiant d'une autorisation à titre dérogatoire d'extension d'un élevage de porcs soumis à dérogation datée du 27 mars 2003.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Eau Ouvrage Agri Agro
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Ouvrages Eau	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	Agri Agro	27/12/2013, article 17	l'exploitant	
10	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Installations électriques et plan	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Demande d'action corrective	3 mois
14	Propreté des abords	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
16	Modification de l'installation	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-46-23	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
17	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
4	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
5	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
6	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
7	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
8	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
9	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > II.	Sans objet
12	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
15	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques actions correctives sont à mettre en œuvre au niveau de la protection de la ressource en eau, de la prévention des risques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
<b>Constats :</b>  Présence d'un puits, ce puits figure dans le dossier du 20 janvier 1998. L'exploitant est actuellement locataire de l'exploitation porcine et utilise l'eau du puits pour les besoins de l'élevage. Absence de compteur. Absence d'enregistrement mensuel de la consommation. Présence d'un disconnecteur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Installer un compteur d'eau. Mettre en place un enregistrement mensuel de la consommation d'eau. Transmettre l'estimation du volume annuel prélevé afin de vérifier si le prélèvement doit être déclaré au titre de la loi sur l'eau ou si le volume prélevé constitue un usage domestique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
<b>Constats :</b>  Consommation en eau déclarée dans le dossier du 20 janvier 1998 de 4000 m <sup>3</sup> pour un effectif de 900 porcs à l'engrais. Cette consommation n'a pas été reportée dans l'autorisation à titre dérogatoire d'extension de l'élevage datée du 27 mars 2003. L'installation a évolué depuis puisque le nouvel exploitant a déclaré élever 500 porcs à

l'engraissement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Transmettre la consommation annuelle du site compte tenu de l'ancienneté de la déclaration et de la modification de l'effectif de l'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>
(...) il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m <sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel. (...)
<b>Constats :</b>
Puits antérieur au 12 septembre 2004. Pas de prescription prévu dans l'autorisation à titre dérogatoire d'extension du 27 mars 2003. Présence d'une margelle bétonnée d'environ 3 m <sup>2</sup> d'une hauteur supérieure à 0,30 cm. L'ouvrage est busé jusqu'à 5 mètres de profondeur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>
(...) La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. (...)
<b>Constats :</b>
La tête du puits s'élève à au moins 0.5 m au-dessus du sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>

(...) Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.(...)

**Constats :**

Puits antérieur au 12 septembre 2004.  
Présence d'un capot de fermeture.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Ouvrages Eau Agri Agro**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Déclaration GERE

**Prescription contrôlée :**

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;

**Constats :**

Volume prélevé estimé inférieur à 7000 m<sup>3</sup>, déclaration non nécessaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Recensement des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8

**Thème(s) :** Risques accidentels, localisation des risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

**Constats :**

Pas de stockage de gaz, pas de stockage de liquide inflammable.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Accès véhicules à l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accessibilité

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment

<p>l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Pas de véhicule stationné gênant.</p> <p>Présence d'une zone de stationnement des véhicules.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Dispositions constructives

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 &gt; II.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage effluents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Animaux élevés sur caillebotis.</p> <p>Présence d'une préfosse sous le bâtiment qui fait la grandeur du bâtiment.</p> <p>Pas de fosse de stockage d'effluent liquide à l'extérieur.</p> <p>Présence d'une fosse « sécuritaire » enterrée en béton fermée et couverte par une dalle en béton. Cette fosse reliée à un trottoir en béton entre le bâtiment et le fossé, a été réalisée conformément à ce qui est mentionné dans l'autorisation à titre dérogatoire du 27 mars 2003 et qui stipule " (...) construction d'un caniveau étanche le long du bâtiment en cause ainsi qu'une fosse de rétention (...) ".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents</p>

<p>d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence d'un point d'eau naturel à moins de 200 mètres identifié dans le dossier du 20 janvier 1998. Présence d'un extincteur portatif dont l'agent d'extinction est approprié aux risques à combattre vérifié en juillet 2025. Présence de l'identification de la coupure électrique. Présence de l'affichage de numéros d'appel d'urgence. Absence de l'affichage des consignes à prendre en cas de sinistre ou d'accident.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afficher les consignes à prendre en cas de sinistre Veiller à ce que le point d'eau utilisé comme réserve incendie soit utilisable et accessible à tous moments selon les préconisations du SDIS en date du 15 octobre 1998.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 11 : Installations électriques et plan

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques (...) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, (...).</p>



<b>Constats :</b>
Absence de l'attestation de vérification des installations électriques (absence de salarié). Absence de la fiche de données de sécurité du produit utilisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Transmettre l'attestation de vérification des installations électriques lorsque le contrôle aura été réalisé. Transmettre la fiche de données de sécurité du produit utilisé
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 12 : Stockage et rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<b>Constats :</b>
Présence d'un bidon de produit de désinfection associé à une rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage déchets et sous-produits animaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  Peu de déchets d'emballages, les bidons sont repris par la coopérative. Les déchets de soins vétérinaires sont stockés dans un bac jaune (Déchets d'activités de Soins à risques infectieux). Présence d'un bac équarrissage dont le couvercle est détérioré, ce bac est placé sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet effet. Pas de bon équarrissage car il n'y a pas eu encore d'enlèvement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Remplacer le couvercle détérioré du bac équarrissage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Propreté des abords**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Présence de matériels inutilisés, de déchets aux abords des bâtiments non exploités par le GAEC DES VALLONS. Présence de deux bâtiments vétustes non exploités dont un qui présente une dégradation au niveau de la toiture. Présence de morceaux de gouttières tombés aux abords du bâtiment exploité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Assurer une propreté des abords sur les bâtiments qui sont utilisés dans le cadre de votre

exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 15 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Forage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.
<b>Constats :</b>  Présence d'un puits déclaré dans le dossier du 20 janvier 1998 qui bénéficie de l'antériorité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Modification de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-46-23
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) <p>II. Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<b>Constats :</b>  L'installation a été reprise en novembre 2024. Le GAEC DES VALLONS est locataire d'une partie des bâtiments qu'il exploite. L'autre partie appartient à l'ancien propriétaire. L'installation n'est donc plus exploitée conformément à l'autorisation à titre dérogatoire du 27 mars 2003 : - diminution des effectifs de porcs passant de 900 porcs à 500 porcs à l'engraissement ; - 2 bâtiments ne sont plus exploités. Le 3 mars 2025, la préfecture a transmis à l'exploitant une demande de porter à connaissance suite aux modifications intervenues sur l'élevage et notifié lors de la demande de changement d'exploitant du 21 novembre 2024 à laquelle l'exploitant n'a pas répondu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre un porter à connaissance à la préfecture pour informer des modifications intervenues sur l'installation accompagné de tous les éléments d'appréciation dont le document visé à l'article D.181-5-2bis.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

<b>Proposition de délais : 3 mois</b>
---------------------------------------

**N° 17 : Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
---

<b>Thème(s) :</b> Élevage, Collecte
-------------------------------------

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier
--

<b>Constats :</b>
-------------------

Présence d'une partie de gouttière détériorée au niveau du bâtiment. Cette gouttière évite que les eaux pluviales rejoignent par l'intermédiaire du caniveau la fosse sécuritaire.
--

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

Réparer la gouttière détériorée de manière à ce que les eaux pluviales ne rejoignent pas la fosse sécuritaire.
--

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------